

Analyse



Guerre des chapelles à l'Université

L'enseignement
économique souffre-t-il
d'une dictature de la
pensée unique ?

Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Dans de nombreuses universités est né un sentiment de révolte par rapport à l'enseignement de l'économie. Seule la pensée néo-libérale aurait sa place dans les amphithéâtres. L'université ne serait-elle plus le lieu de débat et d'ouverture d'esprit qu'elle est censée représenter ?

En quelques mots :

- Éducation financière
- Enseignement de l'économie à l'université
- Pluralisme économique

Mots clés liés à cette analyse : Éducation financière, économie de marché, Université, pluralisme économique

1 Introduction

Le mouvement de contestation a pris naissance aux Etats-Unis

Mercredi 2 novembre 2011, Harvard. Ce matin-là, soixante-dix étudiants se lèvent comme un seul homme pour quitter brusquement le cours de Gregory Mankiw¹. Le happening est hautement symbolique et intervient dans la foulée du mouvement « Occupy Wall Street ». Le professeur officiant ce jour-là est l'une des vedettes de la faculté d'économie de la prestigieuse université américaine. Ancien responsable de l'équipe économique de George W. Bush, son manuel, *Principes de l'économie*, vendu à des millions d'exemplaires et traduit en pas moins de vingt langues, fait office d'ouvrage de référence pour des milliers d'étudiants en première année de sciences économiques. Dans une lettre ouverte, les étudiants contestataires expliquent leur geste par la volonté de dénoncer « un cours qui épouse une vision spécifique – et limitée – de l'économie qui perpétue les systèmes inefficaces et problématiques des inégalités économiques de notre société actuelle ».

2 La situation en Belgique

Le mouvement de contestation s'est ensuite étendu au Royaume-Uni puis à la France, avant de s'institutionnaliser. Quarante-deux associations de dix-neuf pays européens ont ainsi créé l'ISIPE² (Initiative étudiante internationale pour le pluralisme en économie). Au cœur des débats figure le manque de pluralisme des enseignants en sciences économiques. D'un côté, l'écrasante majorité des économistes dits « orthodoxes » ou « néo-classiques »³, libéraux et convaincus de la toute-puissance

1 <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2011/11/08/occupy-harvard-la-fronde-des-etudiants-de-harvard-contre-un-cours-deconomie-liberale/>

2 <http://www.isipe.net/>

3 Les économistes se référant de l'école néo-classique sont convaincus du libre-échange, de l'efficacité des marchés et de la rationalité économique, ces économistes prônent une politique

d'un marché auto-régulé ; de l'autre, franchement minoritaires, les économistes hétérodoxes (regroupant notamment marxistes⁴ et pots-keynésiens⁵, voir infographie). Les premiers auraient fait main basse sur l'Université en occupant l'immense majorité des postes de professeurs et en empêchant tout débat d'idées.

À l'intérieur de nos frontières, les revendications des étudiants en économie se sont fait entendre à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), mais elles ont, surtout, trouvé écho au sein de l'Université catholique de Louvain (UCL). « Avec la crise de 2008, il y a eu un renouveau de la contestation, les étudiants ont commencé à se poser des questions sur la manière dont on leur enseignait leur matière. Ils ont remarqué qu'on n'abordait jamais la crise au sein des cours, ni les problèmes écologiques ou la montée des inégalités », explique Olivier Malay, l'un des étudiants à l'origine du mouvement et aujourd'hui doctorant. Constituée d'un noyau dur d'une quinzaine d'élèves, l'initiative néolouvaniste a le mérite d'avoir déjà abouti à des résultats concrets. Des séminaires sur les questions alternatives en termes d'économie ont été mis en place, et surtout, un cours, optionnel certes, de développement durable est proposé depuis la dernière rentrée universitaire.

En
Belgique, Les
cours
de micro-
économie
se
taillent
la part du
Lion

3 L'économie est-elle une science ?

En regardant en arrière, Olivier Malay jette un regard désabusé sur sa formation. « J'ai choisi ce cursus afin de comprendre l'économie. Au final, j'ai été obligé de le faire de manière autodidacte. On ne parle pas beaucoup d'économie réelle dans les cours, mais principalement de mathématiques. Surtout durant le bachelier, on privilégie l'aspect technique comme les mathématiques et la modélisation plutôt que la connaissance des faits économiques et leur interprétation. Et quand il y en a, c'est souvent avec un biais en faveur du marché. » En analysant les programmes des bacheliers des principales universités francophones, le constat est en effet accablant (voir graphique ci-dessous). Les cours de micro-économie, de gestion et de statistiques se taillent la part du lion. L'histoire de l'économie, des différentes théories économiques ou de la monnaie est en revanche peu étudiée. À l'Université de Liège, il n'y a tout simplement aucun cours d'histoire de l'économie.

monétaire stricte en vue de limiter l'inflation. La micro-économie demeure la matière principale.

Ils occupent la grande majorité des postes de professeurs à l'université.

4 Théorie développée suite aux travaux de Karl Marx. Celui-ci prédit la fin du capitalisme, car le creusement de l'écart de rémunération entre propriétaires et prolétaires finira par engendrer une révolution et une nouvelle organisation sociale. Ces économistes ont pour la plupart disparu avec la chute de l'URSS.

5 Inspirés par les travaux de Keynes. Ce dernier prônait des politiques d'investissement par l'État. La majorité des économistes hétérodoxes s'inscrivent dans ce courant et intègrent d'autres sciences humaines pour nourrir leur réflexion. A ne pas confondre avec les néo-keynésiens proches de la théorie néo-classique.

PART DES MATIÈRES SUR LES 3 ANNÉES DE BACHELIER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES (ULB, UCL, ULG)

Gestion/Droit	32,00%
Micro-Macro économie	16,50%
Maths-Statistiques	16,50%
Langues	11,00%
Problèmes économiques contemporains	8,00%
Sciences humaines	6,50%
Histoire de la monnaie, Finance	5,50%
Histoire de l'économie	4,00%

Source : Programmes 2015-2016 ULB, UCL, ULG

« On présente l'économie comme une science dure. Pourtant cette matière est éminemment politique », poursuit Olivier Malay. Preuve de cette volonté d'institutionnaliser et de revendiquer l'aspect scientifique de l'économie, la remise de la récompense communément appelée « prix Nobel d'économie » relèverait d'une mystification. Celui-ci n'a pas été créé par Alfred Nobel, mais par la banque de Suède, en 1969. Son titre exact est « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

4 Une guerre d'influence

L'orientation des universitaires est ainsi au cœur du débat. Selon les partisans d'un enseignement pluraliste, l'Université souffrirait d'une guerre d'influence. À ce petit jeu, les économistes néo-classiques bénéficieraient d'une position hégémonique, au détriment des post-keynesiens, dont les derniers représentants seraient proches de la retraite, et les marxistes, (qui ont, pour la plupart, disparu en même temps que l'URSS). Jacques Moriau situerait ce tournant à la fin des années 90. Ce sociologue, officiant à l'ULB, a fondé avec d'autres universitaires l'« Atelier des chercheurs pour une désexcellence à l'université »⁶. Selon ce collectif, la pensée managériale et néolibérale aurait investi l'Université depuis plus d'une décennie. « Il serait de toute

6 <http://lac.ulb.ac.be/LAC/home.html>

façon très difficile aujourd'hui de redonner un poids à une autre pensée. Particulièrement en économie, où les économistes néo-classiques ont tout verrouillé. Il y a un lien de reproduction entre les professeurs », poursuit Jacques Moriau. À l'UCL Christian Arnsperger, chantre de l'éthique appliquée à l'économie, a été poussé vers la sortie et enseigne désormais en Suisse. Paul Jorion, anciennement chargé de cours à la VUB⁷, a été licencié en septembre 2015 pour des motifs selon lui fantaisistes⁸. Son faible niveau d'anglais a ainsi été mis en cause, et des plaintes auraient déposées par des étudiants. D'après Jorion ces prétextes « cachent la volonté de l'université de se conformer à un discours pseudo-mathématique, pseudo-scientifique, qui est de la poudre aux yeux, de la propagande qui ne devrait pas être déversée dans les universités ».

5 Le mercato des professeurs

La nomination des nouveaux professeurs est stratégique. Une commission chargée d'examiner les demandes de nomination du corps enseignants, composée de professeurs - la plupart du temps en lien avec le cours en question - est nommée par le doyen. Un processus qui pousserait à la reproduction des orthodoxes, en position de force. Mais surtout, à l'ULB notamment, les critères ont changé à l'aube des années 2000. Auparavant, le recrutement était effectué en interne, ce qui véhiculait l'idée d'une université refermée sur elle-même, fonctionnant à l'image d'une communauté. Une logique de concurrence des établissements est ensuite apparue, les classements comme celui de Shanghai, notant les établissements, ont pris de plus en plus d'importance. Aujourd'hui, les Universités tentent de plus en plus d'attirer des chercheurs de l'étranger. « *Les professeurs ont aussi une valeur sur le marché* », poursuit Jacques Moriau « *Cela s'apparente au marché des transferts en football.* » Il existe en fait des classements déterminés par un index, l'indice H, afin de coter les scientifiques, selon leur nombre de publications, la qualité des revues où ils ont publié, etc. « *Et les revues les mieux cotées, les plus prestigieuses comme l'American review of economics, ne publient que des travaux mainstream. Si vous êtes keynésiens, vous devrez vous tourner vers des revues plus confidentielles, et votre index en sera fortement impacté.* » Un double handicap pour les économistes hétérodoxes. » « *Cela répond à une logique de marché* », affirme Jacques Moriau. La même logique fonctionne pour les étudiants désireux d'entreprendre une thèse. Ils auraient le plus grand mal à trouver un directeur de thèse s'ils ne rentrent pas dans le moule. Pierre Pestiau, est aujourd'hui professeur émérite à l'Université de Liège. Il y dispensait des cours de macro-économie et de recherche d'économie publique depuis les années 70. Il a ainsi pu observer ces récentes évolutions et son regard n'est pas si

⁷ Vrije Universiteit Brussel.

⁸ <http://www.lesoir.be/987042/article/economie/2015-09-11/1-economiste-paul-jorion-vire-vub>

« Les économistes ne parviennent plus à répondre aux grands problèmes de société ». P. Pestieau

noir « On était très loin en Belgique du niveau des universités anglo-saxonnes. Depuis, l'enseignement s'est modernisé. On a rattrapé une partie du retard. Même s'il est vrai que les cours sont maintenant beaucoup plus techniques. Cela a des conséquences directes sur notre société. Les économistes ne parviennent plus à répondre à des problèmes comme le chômage. Pourtant dans une région comme celle du bassin liégeois, cela aurait du sens. »

6 Le cas des business school

Autre phénomène récent, les sciences économiques attireraient de moins en moins de monde. « À Liège, il y avait à l'époque plus de 150 élèves intéressés par l'économie, aujourd'hui, ils ne sont plus que 20 » poursuit Pierre Pestieau. Mais si l'économie n'attire plus, alors à quoi aspirent les étudiants ? Les formations en gestion et management, elles en revanche, font rêver les futurs diplômés. Et les grands établissements belges l'ont compris. À Liège, les bacheliers et masters en économie sont passés sous la coupole de HEC Liège, la *business school* de l'ULg. Idem à Bruxelles, où la prestigieuse école Solvay a fusionné en 2008 avec le département d'économie de l'ULB. « On regarde d'ailleurs un peu de haut les étudiants en éco », explique Antoine, qui vient de terminer son master de gestion à Solvay. Le jeune homme a conscience de faire partie d'une élite. « La renommée de Solvay, son réseau, les anciens élèves prestigieux, comme Didier Bellens⁹, nous sont vendus comme modèles tout le long de nos études. On trouve du travail très facilement, car l'école est très bien cotée. » Antoine a déjà d'ailleurs reçu plusieurs propositions d'emploi, de cabinets d'audit notamment. « De nombreuses conférences sont organisées avec des entreprises. Il y a des événements où on est en contact direct avec elles, comme les Solvay Business games. Certaines m'ont invité à visiter leurs locaux. Elles m'ont sorti le grand jeu : traiteur particulier ou grand restaurant. » Le monde de l'entreprise est ainsi très présent. Dans le nouveau bâtiment qui abrite l'école, tranchant avec les autres édifices du campus du Solbosch, chaque auditoire est frappé d'une plaque au nom des sociétés qui ont financé les travaux. Les chaires, quant à elles, portent elles le nom de grandes entreprises comme Ab-InBev, GDF-Suez ou encore BNP Paribas-Fortis pour celle qui est spécialisée dans le domaine bancaire.

9 Ancien CEO de Belgacom, décédé le 28 février 2016.

7 Conclusions

Actuellement, l'enseignement de l'économie reste dominé par la philosophie néo-libérale. Face à ce constat, dans de nombreuses universités, des étudiants et professeurs souhaitent que soient intégrés différents courants de pensées économiques. L'Université devrait conserver son rôle de lieu de débat et d'ouverture d'esprit.

*Julien Collinet
Décembre 2016*

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.